



HAL
open science

“ Forger la patrie ” dans la région des Hautes-Terres du Chiapas (1930-1970) : Caciquisme, indigénisme et hégémonie culturelle

Sabrina Melenotte

► To cite this version:

Sabrina Melenotte. “ Forger la patrie ” dans la région des Hautes-Terres du Chiapas (1930-1970) : Caciquisme, indigénisme et hégémonie culturelle. Nuevo mundo Mundos Nuevos, 2018, 10.4000/nuevomundo.71868 . halshs-02305026

HAL Id: halshs-02305026

<https://shs.hal.science/halshs-02305026>

Submitted on 3 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Nuevo Mundo Mundos Nuevos

Nouveaux mondes mondes nouveaux - Novo Mundo Mundos Novos - New world
New worlds

Débats | 2018

Dynamiques révolutionnaires. Politique(s), État et société au Mexique – Coord. Romain Robinet

SABRINA MELENOTTE

« Forger la patrie » dans la région des Hautes-Terres du Chiapas (1930-1970) : Caciquisme, indigénisme et hégémonie culturelle

"Forging the fatherland" in the Highlands of Chiapas (1930-1970): caciquism, indigenismo and cultural hegemony

"Forjar la patria" en la region de Los Altos de Chiapas (1930-1970): caciquismo, indigenismo y hegemonia cultural

[16/02/2018]

Résumés

Français English Español

Le Mexique s'est construit sur une ambition nationale de parachever une indépendance politique acquise un siècle plus tôt par une logique de développement « vers l'intérieur » pour assurer l'intégration de la nation mexicaine. En son sein, le principal obstacle pour « forger la patrie » a été le « problème indien », auquel les politiques indigénistes ont tenté de répondre. En réalité, au nom de la modernisation des communautés, c'est une forme de domination subtile de l'État qui s'est mise en place après la Révolution, nouant un pacte solide entre indiens et nation. Cet article revient sur l'impact de l'indigénisme d'État dans la municipalité tsotsil de Chenalhó située dans la région des Hautes-Terres du Chiapas. Il s'est agi de l'un des cinq laboratoires nationaux qui installa dans la deuxième moitié du 20^e siècle une élite indienne liée au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Le caciquisme indien étudié ici a transformé de manière durable les relations interethniques et, plus largement, l'organisation

politique de l'ensemble de la région.

Mexico has built itself on a national ambition to complete a political independence acquired a century earlier by a logic of “inward” development to ensure the integration of the Mexican nation. Within it, the main obstacle to “forging the fatherland” was the “Indian problem”, which indigenous politicians tried to compensate. In reality, in the name of community modernization, this was a subtle form of the state domination that took place after the Revolution, establishing a solid pact between Indians and the nation. This article reviews the impact of State indigenism in the tsotsil municipality of Chenalhó located in the Highlands region of Chiapas. It was one of the five national laboratories that set up an Indian elite linked to the Institutional Revolutionary Party (PRI) in the second half of the 20th century. The Indian caciquism studied here has transformed interethnic relations and, more broadly, the political organization of the region as a whole.

México se ha construido sobre una ambición nacional para completar su independencia política ganada un siglo antes gracias a una lógica de desarrollo “hacia dentro” para asegurar la integración de la nación mexicana. En su seno, el principal obstáculo para “forjar la patria” fue el “problema indígena”, al cual las políticas indigenistas trataron de responder. De hecho, en nombre de la modernización de las comunidades, es una forma sutil de dominación del Estado que se creó después de la revolución, forjando un pacto sólido entre los indígenas y la nación. Este artículo analiza el impacto del indigenismo de Estado en el municipio tsotsil de Chenalhó, situado en la región de Los Altos de Chiapas. Se trató de uno de los cinco laboratorios nacionales que instauró en la segunda mitad del siglo 20 una élite indígena vinculada al Partido Institucional Revolucionario (PRI). El caciquismo indígena estudiado aquí transformó de manera sostenible relaciones interétnicas y, en términos más generales, la organización política de toda la región.

Entrées d'index

Mots clés : Hautes-Terres, Chiapas, Chenalhó, caciquisme, tsotsil

Keywords : Highlands, Chiapas, Chenalhó, caciquism, tsotsil

Palabras claves : Los Altos, Chiapas, Chenalhó, caciquismo, tsotsil

Texte intégral

1 Le Mexique, comme d'autres États en Amérique latine, s'est construit sur une ambition nationale de parachever une indépendance politique acquise un siècle plus tôt, par le biais d'une logique de développement « vers l'intérieur » pour assurer une intégration de la nation mexicaine et se dégager de la domination étrangère¹. Mais en son sein, le principal obstacle pour « forger la patrie » a été le « problème indien »², ce « Mexique profond » que Bonfil Batalla opposait au « Mexique imaginaire », celui d'une modernité imaginée de l'État-nation et de la société³. Cet article se penche sur la construction du nationalisme dans la région des Hautes-Terres du Chiapas⁴, l'un des cinq laboratoires des politiques indigénistes mises en œuvre dans la deuxième moitié du 20^e siècle, et plus spécifiquement sur la municipalité à majorité tsotsil de San Pedro Chenalhó⁵. Ce tournant historique décisif pour « forger la patrie » au sortir de la Révolution mexicaine a eu pour effet immédiat la création d'une hégémonie durable⁶ du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), qui s'est consolidée grâce au caciquisme local et régional en modelant des « cultures intimes »⁷ propres à chaque État fédéré du pays.

2 En analysant le point d'inflexion d'une transformation durable des relations interethniques et, plus largement, de l'organisation politique de l'ensemble de la région des Hautes-Terres, ainsi que du rapport des *Pedranos* au pouvoir central, cet article contribue à une anthropologie du nationalisme qui prend en compte les variations régionales de l'État⁸. Saisir la « culture intime » qui s'est établie à Chenalhó, c'est également comprendre le rôle majeur des politiques indigénistes et l'importance du caciquisme dans l'histoire contemporaine du Mexique⁹. Pour ce faire, l'éducation a été, dès les années trente, mais surtout dans les années quarante et cinquante, à la fois le vecteur de mexicanisation et de modernisation impulsées par

l'État par le biais de l'indigénisme officiel pour intégrer l'Indien en le « civilisant »¹⁰. En tant qu'incarnations de l'État pour les *Pedranos* et d'incarnations des *Pedranos* pour l'État, les promoteurs d'éducation ont d'abord été des agents de modernisation puis ont monopolisé les postes civils municipaux, devenant bien vite des « caciques culturels »¹¹. Alan Knight définit le caciquisme comme un type de domination « rationnelle mais pas légale »¹². Rationnelle et pragmatique car il s'empare d'un appareil bureaucratique émergent afin de contrôler et amplifier son pouvoir dans la communauté par le contrôle de ressources stratégiques et le monopole des canaux de communication politique vers les autorités supérieures. Non-légale, en raison de l'informalité qui lui est inhérente, le caciquisme n'étant pas facilement identifiable car opérant hors des institutions et des bureaucraties mexicaines. Je montrerai qu'il est donc le « lieu du politique »¹³ où se construit l'hégémonie du PRI sur plusieurs générations. La durabilité de cette hégémonie par le biais des caciques doit certes à une bureaucratie éducative et indigéniste, mais sa légitimité provient davantage de leur ancrage dans des réseaux de loyauté, familiaux et de parrainage (*compadrazgo*), motivés la majeure partie du temps par des relations clientélistes¹⁴. Je reviendrai d'abord sur le tournant que représenta la politique de Lázaro Cárdenas (1934-1940) avec l'introduction d'une forme étroite de domination durable des indiens par l'État dans la région des Hautes-Terres. Puis je dresserai le portrait de trois générations de chefs indiens pour comprendre la spécificité du caciquisme culturel à San Pedro Chenalhó et analyser l'ancrage profond et pérenne de ce phénomène au Mexique.

Forger la patrie en réglant le « problème indien » : l'indigénisme postrévolutionnaire dans la région des Hautes-Terres du Chiapas

Erasto Urbina et la « communauté révolutionnaire institutionnelle » à San Juan Chamula

- 3 Une relation nouvelle s'est établie entre les Indiens et l'État au milieu des années trente et surtout dans les années quarante. L'État postrévolutionnaire mexicain a créé des politiques indigénistes tout à fait novatrices en Amérique latine, sous le mandat de Lázaro Cárdenas, élu en 1934. Représentant du courant réformiste au sein du Parti national révolutionnaire (PNR)¹⁵, il s'était opposé aux *caudillos* révolutionnaires et aux classes fortunées qui se satisfaisaient du statu quo postrévolutionnaire et ne voulaient en rien le modifier. C'est sous son mandat qu'une « schizophrénie » de l'État mexicain s'est révélée de manière évidente en milieu rural, par la séparation des institutions destinées aux populations indiennes et celles destinées aux paysans¹⁶. Mais c'est surtout sous le cardénisme que s'est instaurée une politique indigéniste plus conséquente : en 1935 a été créé le Département autonome des affaires indigènes (*Departamento Autónomo de Asuntos Indígenas*, DAAI) et les premières mesures étatiques ont été mises en place par l'État à travers ses structures corporatives. Cette initiative reconnaissait la nécessité d'une institution spécifique pour les populations indiennes qui s'autonomisaient du secteur paysan officiel représenté par la Confédération nationale paysanne (*Confederación Nacional Campesina*, CNC). En 1940 a eu lieu à Patzcuaro (État du Michoacán) le premier Congrès indigéniste interaméricain (*Congreso Indigenista Interamericano*)¹⁷,

organisé par le DAAI, au cours duquel a été formulée la nécessité de constituer une institution publique qui prenne en charge les indiens : c'est ainsi qu'est né l'Institut indigéniste interaméricain (*Instituto Indigenista Interamericano*, III). Comme le souligne Andrés Medina Hernández¹⁸, c'est là aussi qu'a émergée l'idée d'une alphabétisation qui dépasse la « castellanisation » pour se faire dans la langue indienne¹⁹. Est ainsi né en 1945 l'Institut d'alphabétisation en langues indigènes (*Instituto de Alfabetización en Lenguas Indígenas*), dirigé par un anthropologue. Sous l'impulsion des premiers Centres coordinateurs et d'une relation étroite entre le savoir anthropologique et l'État, les politiques publiques indigénistes se sont réorientées, passant d'une direction coercitive à une orientation plus scientifique et pédagogique de la notion d'intégration, l'indien étant désormais symbole de progrès et devant être intégré à la nation afin de prouver son potentiel révolutionnaire²⁰.

4 Dans la région des Hautes-Terres du Chiapas, selon Jan Rus²¹, le cardénisme a certes été dénommé la « Révolution des indiens » car il a amené les bénéfices du « nouveau Mexique » (réforme agraire, apparition de syndicats et la fin d'un régime de péonage²² et de « recrutement pour dette »), mais il a surtout permis d'introduire une forme plus étroite de domination de l'État par une centralisation du pouvoir politique et économique à l'intérieur des communautés et par l'association dudit pouvoir local avec l'État. Jusque-là, les secrétaires *ladinos*²³ étaient les responsables des questions municipales. Ils dépendaient des dirigeants de la faction politique la plus puissante dans la région et, lors des élections, ils regroupaient les votes indiens en blocs communautaires. En 1936, Erasto Urbina, qui représentait le gouvernement cardéniste au Chiapas, est devenu directeur du Département de protection indigène (*Departamento de Protección Indígena*, DPI) et son représentant dans la région des Hautes-Terres. Il a substitué tous les secrétaires municipaux par des membres de son comité électoral et créé le Syndicat des travailleurs indigènes (*Sindicato de los Trabajadores Indígenas*, STI) chargé de recruter tous les travailleurs de café migrants de la région, ce qui a amélioré considérablement les conditions des travailleurs indiens dans la *finca* : plus de réclusion en attendant d'aller dans les *fincas*, plus d'endettements abusifs, plus d'obligation d'acheter aux comptoirs (*tiendas de raya*), des avances sur salaires correctement documentées, etc.²⁴ Urbina a cherché des jeunes hommes bilingues et, si possible, alphabétisés, dans toutes les municipalités sous sa juridiction, et leur a assigné la charge de greffiers (*escribanos*). Ils l'accompagnaient dans ses visites dans les communautés, servaient de traducteurs dans les bureaux du DPI à San Cristóbal de Las Casas et travaillaient en étroite collaboration avec les nouveaux secrétaires en sanctionnant les *ladinos* qui avaient des commerces en terres indiennes, par un boycott systématique de leurs commerces, en menaçant les entrepreneurs exploités et en expulsant les trafiquants *ladinos* de boissons alcoolisées. Ainsi, en même temps que les conditions de travail des indiens s'amélioraient²⁵, ces mêmes jeunes bilingues ont aidé Urbina à restructurer les relations de pouvoir au niveau communautaire ainsi qu'entre la communauté et le pouvoir fédéré et fédéral. C'est à ce moment-là que de nouvelles charges civiles se sont mises en place et se sont intégrées à la hiérarchie traditionnelle existante²⁶ : le gouvernement a obligé les communautés à désigner des « présidents municipaux bilingues », de préférence des jeunes qu'Urbina avait placés au moment de la campagne électorale de 1934.

5 À Chamula par exemple, c'est à la fin des années 1930 que s'est créé un système à double structure qui perdure jusqu'à nos jours, d'une part, un Conseil municipal « traditionnel » (*Ayuntamiento tradicional*) et, d'autre part, un Conseil municipal « constitutionnel » (*Ayuntamiento constitucional*). Ce pouvoir bifide s'est divisé entre autorités traditionnelles et autorités constitutionnelles, où deux présidents se partageaient le pouvoir municipal : d'un côté, une personne âgée, monolingue, qui avait occupé dans le passé plusieurs charges, de l'autre, un jeune homme bilingue qui avait un rôle d'adjoint ou de « secrétaire du maire » (*alcalde*) au sein de la

communauté, mais qui était considéré comme président municipal par l'extérieur. À partir des années 1940, ces mêmes jeunes ont cherché à consolider leur légitimité à l'intérieur des communautés en arrêtant de participer volontairement aux charges religieuses communautaires qu'ils ont refusé dans un premier temps avant de les contrôler entièrement.

- 6 L'une des conséquences de ce tournant politique réside dans l'organisation de la communauté, jusque-là « corporatiste et fermée », centrée sur le système des charges qui était en quelque sorte un moyen de résister à l'exploitation des acteurs externes. Elle est devenue, sous Cárdenas, une structure communautaire régie par l'État et le Parti révolutionnaire mexicain (PRM), c'est-à-dire des entités externes qui composeront plus tard ce que Jan Rus a appelé la « communauté révolutionnaire institutionnelle », pour lutter contre l'exploitation commune. Le déplacement du pouvoir des anciens monolingues promus par le système traditionnel des charges vers des jeunes hommes bilingues, promus à des postes de secrétaires du président municipal, et devenus représentants de la communauté dans les affaires avec le gouvernement, a provoqué l'opposition des anciens. Cela n'a pas empêché qu'en 1940, les greffiers (*escribanos*) étaient devenus de réels dirigeants communautaires, dépassant les dirigeants traditionnels et exerçant des charges administratives syndicales, agraires, ou devenant des dirigeants des filiales locales du PRM²⁷. Ils sont devenus alors des intermédiaires incontournables entre le gouvernement et les communautés, la classe dirigeante de la région devant établir une alliance implicite avec eux, par exemple pour l'aider à acheter des camions, à devenir des distributeurs de sodas et de bières dans leurs communautés, en échange du maintien du *statu quo* dans la répartition de la terre.

L'Institut National Indigéniste et le Centre coordinateur Tsotsil-Tseltal au Chiapas

- 7 La création de l'Institut National Indigéniste (*Instituto Nacional Indigenista*, INI) en 1948 a entraîné une restructuration importante au sein des communautés, par l'application de mesures d'alphabétisation en langues indiennes. L'INI a pris le contrôle du développement et de l'intégration des populations indiennes dans les années cinquante²⁸, participant du phénomène d'acculturation au nom du progrès. Cette nouvelle institution s'est appuyée sur un système bureaucratique croissant, notamment avec la création, en 1951 à San Cristóbal de las Casas, du premier projet régional d'action intégrale, le Centre coordinateur tsotsil-tseltal (*Centro Coordinador Tsotsil-Tseltal*)²⁹. Ainsi, dès 1951, l'INI a entamé des activités dans la zone tseltal et tsotsil avec des programmes de développement dans les communautés indiennes. Les Centres coordinateurs s'érigeaient en promoteurs régionaux de l'action intégrale de l'indigénisme, et la dynamique de l'acculturation s'appuyait sur la « castellanisation », bien qu'ensuite, la langue vernaculaire ait été intégrée à cette démarche. Le mot d'ordre était toujours celui de l'acculturation, considéré comme l'unique moyen d'introduire un changement culturel et social au sein des communautés afin de les intégrer au projet national de modernisation. Pour ce faire, l'INI est parti à la conquête d'« agents d'acculturation », car

le processus d'acculturation ne doit pas se développer directement à partir de la communauté mais plutôt par l'intermédiaire d'individus extraits de celle-ci, dont le statut et la position leur permette d'exercer le rôle d'innovateurs, de véhicule de ces éléments étrangers considérés convenable d'introduire, d'instrument de modification d'éléments traditionnels considérés comme nocifs, de catalyseurs de l'évolution progressiste du groupe, enfin, de promoteurs de changement culturel.³⁰

- 8 Le débat parmi les anthropologues et techniciens de cette époque portait sur la

critique forte des premiers travaux qui avaient conçu la communauté comme un isolat fermé sur lui-même. L'accent était mis désormais sur des termes comme le syncrétisme et la réinterprétation des patrons culturels exotiques que les métis avaient imposés aux « communautés satellites » depuis la Conquête et la Colonisation. Les connexions entre les deux sociétés permettaient d'insister sur la nécessité d'avoir des intermédiaires dont le rôle spécifique était d'être le « tremplin » du fonctionnement de l'interdépendance. Les tâches d'acculturation les plus empiriques ont donc opéré grâce aux intermédiaires *ladinos* et indiens :

Certains appartiennent au noyau dominant ; d'autres aux communautés satellites subordonnées ; mais les deux ont une connaissance adéquate des motivations et des objectifs que poursuivent les cultures en conflits et maîtrisent correctement les moyens de relation – langue, étiquette, voies d'accès – qui rendent possible les contacts.³¹

9 Les intermédiaires *ladinos* étaient alors chargés, dans les Centres Coordinateurs, des questions techniques, et le « personnel natif » était le promoteur du développement de la communauté. La présence de maîtres d'école ruraux, infirmiers, travailleurs sociaux, agriculteurs, responsables d'artisanat, sans aucun grade académique, permit de fournir aux communautés indiennes des connaissances et des habiletés supérieures à celles qu'auraient pu leur fournir les promoteurs *ladinos*. Les intermédiaires indiens provenaient des communautés satellites, ce qui leur évitait de soutenir les intermédiaires *ladinos*, et devenait l'occasion pour eux de jouir d'un statut élevé dès un jeune âge et d'obtenir un rôle-clé dans la communauté qu'ils n'auraient pu acquérir auparavant qu'avec l'ancienneté. Cette position centrale a fait d'eux les promoteurs du changement culturel, même s'ils étaient semi-analphabètes et avec un très faible niveau d'éducation, car ils « [débroussaient] le chemin, l'[ouvraient] et [faisaient] leurs premiers pas sur cette route ascendante qu'[était] le processus d'acculturation »³². La préparation de la première génération comprenait des aspects plus généraux de développement de la communauté, toujours dans la ligne du développement intégral tenue par l'indigénisme. Ce système de promotion intégrale employait le personnel indien comme intermédiaire privilégié pour mener à bien lesdits programmes dans et vers les communautés, les seules conditions pour être promoteur étant de parler le castillan avec aisance, d'avoir un niveau scolaire minimum, de jouir du prestige dans sa communauté, et d'être familier du monde métis.

10 Jusque dans les années soixante, les promoteurs ont donc travaillé à l'élaboration de projets de développement, en plus d'être des maîtres d'école, sans autre rémunération que les quelques coopérations qu'ils mettaient en œuvre au village. Les politiques indigénistes appliquées dans les communautés des Hautes-Terres, dont Chenalhó, ont donc suivi un développement continu et systématique jusqu'à former des cadres dans les différents niveaux de l'échelle sociale (superviseurs, directeurs, maîtres, promoteurs, « hispanisateurs » (*castellanizadores*), « brigadistes d'amélioration », procureurs et personnel administratif en général). La sélection rigoureuse des meilleurs éléments dans les communautés a consisté à choisir des gens qui ne pouvaient nuire à l'INI en lui entravant l'accès aux communautés.

L'indigénisme d'État à San Pedro Chenalhó à travers trois générations de caciques

La famille Arias

11 À Chenalhó, à l'époque où le cardénisme faisait son entrée au Chiapas, et malgré le fait que le secrétaire *ladino* a continué à contrôler en grande partie les affaires du Conseil municipal jusque dans les années soixante-dix, quelques jeunes bilingues avaient fait office de greffiers (*escribanos*) et de conseillers municipaux (*síndicos*), tout en s'appropriant progressivement la vie politique municipale. L'un des premiers caciques indiens issus de la scolarisation rudimentaire des premières actions indigénistes a été Manuel Arias Sojob, informateur privilégié de l'anthropologue Calixta Guiteras Holmes³³ lorsque celle-ci a réalisé son enquête ethnographique sur le monde tsotsil. Manuel Arias Sojob a été le dirigeant indien de Chenalhó ayant directement vécu l'effet des politiques cardénistes destinées à incorporer les indiens à la politique nationale. Par sa formation dans les premières écoles rurales et sa connaissance de l'espagnol, Manuel Arias Sojob a pu contenir les métis qui vivaient à Chenalhó et résoudre une série de conflits en faveur des indiens, au point d'être nommé président municipal en 1944, alors que Guiteras Holmes se rendait pour la première fois à Chenalhó. La singularité de Manuel Arias Sojob est de s'être entièrement retiré de la vie politique après son mandat, à l'inverse d'autres caciques³⁴. En revanche, il a formé des membres de sa famille pour qu'ils puissent intégrer les sphères politiques, faisant des Arias l'une des principales familles politiques au centre de Chenalhó : parmi les premiers, ses neveux Tomás Pérez Arias et Miguel Arias Cura ont été présidents municipaux, respectivement en 1947 et en 1948 ; cinquante ans plus tard, en 1995, Manuel Arias Pérez, a été président municipal en pleine crise politique liée au conflit armé. La famille Arias constitue donc une famille de notables disposant d'un patrimoine économique et social³⁵ leur permettant d'occuper des postes politiques de premier plan, et sur plusieurs générations, dans le contexte politique local et régional.

12 Préparés pour gouverner la municipalité et bénéficiant de l'expérience dans les écoles rurales de leur oncle, les neveux de Manuel Arias Sojob ont profité du nouvel espace que le gouvernement ouvrait pour les élites indiennes. Ces promoteurs d'éducation sont donc devenus les premiers intermédiaires entre les communautés et l'État *via* la bureaucratie indigéniste nationale, alors que ce dernier était encore peu présent dans le quotidien de ces communautés. Tomás Arias Pérez, formé par son oncle, était tout désigné pour appartenir aux nouvelles structures indigénistes en tant qu'« agent d'acculturation ». Né en 1923, Tomás Pérez Arias, était le doyen de Chenalhó lors de mes enquêtes ethnographiques dans les années 2000. Il m'a fait le récit de ses périples sur le mode d'une épopée, me décrivant longuement l'accès extrêmement limité et difficile aux études pour les indiens dans les années 1930. Il n'existait pas d'école officielle à Chenalhó à sa naissance, excepté l'école rurale mise en place par le Conseil municipal, sans être sous l'égide du gouvernement. La coopération des pères de familles payait l'unique maître d'école, un certain Antonio Ayanaeye (sic) qui venait des environs de Tuxtla Gutiérrez. Dès 1919, Manuel Arias Sojob avait obtenu le permis pour installer ces écoles rurales dans différents hameaux et y avait amené à cette fin quelques-uns de ses parents, dont son neveu Tomas, avec plus d'une centaine d'élèves qui provenaient de plusieurs communautés et apprenaient avec un seul enseignant. Bon élève, Tomas Pérez Arias a intégré un premier internat indigène pour poursuivre ses études, mais il l'a quitté « car les élèves sortaient le soir et le week-end pour boire » pour intégrer celui de Zinacantán. Studieux, fondateur d'un cercle d'étudiants, Tomás Pérez Arias s'entendait bien avec le Directeur de l'internat, qui l'a aidé à obtenir une bourse pour poursuivre ses études à Comalco, dans l'État de México, près de Toluca. Il a obtenu donc une bourse de la Direction d'éducation indigène (*Dirección de Educación Indígena*, DEI) pour aller étudier à l'École Technique pour indigènes. Ses parents étaient particulièrement affectés car ils ne voulaient pas que leur fils unique s'en aille, mais Tomas était décidé et est parti loin de sa communauté d'origine.

13 Le périple de Tomas Pérez Arias a ensuite été une odyssée faite de nombreux

obstacles, à l'image de ce que signifiait à cette époque « sortir de la communauté » pour un indien. En 1939, il a quitté seul et sans argent sa famille et sa communauté, a dormi à même le sol dans des hôtels puis à la mairie en attendant le transport qui n'arrivait pas. Décidé à aller voir le gouverneur, il a passé une nuit au Syndicat des travailleurs indigènes (STI) à Tuxtla Gutiérrez, puis a voulu parler au gouverneur, mais ça ne lui a pas été possible. Il s'est adressé à la Confédération nationale paysanne (CNC) où il a rencontré un « autre paysan » qui travaillait au STI, parlait très bien espagnol, et lui offrait de dormir sur place en attendant le retour du directeur du syndicat. Ce dernier a ensuite envoyé Tomás Pérez Arias chez le gouverneur qui l'a cette fois-ci reçu, lui a rédigé une lettre courte avant de le diriger vers la Direction régionale d'éducation (*Dirección de Educación del Estado*, DEE). Il y retrouvait le Directeur qui était une connaissance, l'ancien superviseur de la zone scolaire de la région, à qui il présenta la première lettre obtenue de la DEI à Zinacantán. Celui-ci lui rédigea à son tour une lettre de soutien pour que Tomás retourne voir le gouverneur. La secrétaire ne voulant pas le faire rentrer dans son bureau, elle demanda la lettre à Tomás Pérez Arias et la remit au gouverneur, qui ordonna finalement de lui remettre plusieurs documents officiels, un pour l'hôtel dans lequel il allait passer la nuit et manger, un autre pour le trajet, encore un pour le taxi qui viendrait le chercher et un autre pour l'emmener à Tuxtla, jusqu'à « la Trésorerie » qui allait lui remettre de l'argent. Pour la première fois depuis longtemps, il pouvait dormir sur un matelas avec une couverture, manger autre chose que de la mangue tendre, et s'acheter un billet de bus jusqu'à Veracruz. Sur le chemin, il a rencontré un ingénieur qui l'a accompagné jusqu'à Mexico, hébergé et nourri quelques jours. Reposé, il s'est rendu à la DEI puis à Toluca et finalement à l'internat de San José Comalco, dans l'État de Mexico, où il a étudié trois ans pour recevoir l'éducation « moderne » aux côtés d'indiens et de métis qui venaient du Guerrero, de Querétaro, de Oaxaca, de Chihuahua, de Durango et de Michoacán principalement.

14 Il est ensuite parti trois ans dans l'armée en tant que soldat entre 1942 et 1944, pour gagner un peu d'argent avant de retourner dans sa communauté. Il a intégré la Troisième Division d'Infanterie dans les Lomas de Chapultepec à Mexico et s'y est tant plu qu'il a voulu y rester pour partir se battre au Japon, mais les autorités civiles de Chenalhó ne l'y ont pas autorisé. Il est retourné à Chenalhó le 22 décembre 1944, soit cinq ans après son départ, pensant retourner rapidement dans l'armée. Mais une fois sur place, toutes les autorités du Conseil municipal et sa famille ne l'ont pas laissé repartir « car il n'y avait pas d'indiens préparés ici, ni même un métis, il n'y avait pas d'école ». Le gouverneur Rafael Pascasio Gamboa (1940-1944) qui l'avait aidé à sortir pour étudier ne lui a pas donné non plus l'autorisation de retourner au Collège Militaire et Tomás Arias Pérez a finalement dû rentrer à Chenalhó pour offrir ses services à la communauté. Il a ainsi été président municipal pour la première fois en 1947, puis en 1951, et à nouveau en 1954-1955. Sa fonction d'intermédiaire a été fondamentale pour l'État postrévolutionnaire car elle lui a permis de s'introduire dans les communautés et d'assurer ainsi sa légitimité populaire.

15 À cette époque, était président municipal celui qui savait lire, écrire et parler l'espagnol, un impératif rattaché à la campagne d'« hispanisation » (*castellanización*) déployée par les politiques indigénistes afin de diffuser la langue nationale, mais fondée aussi sur l'alphabétisation en langue vernaculaire³⁶. Il existait peu de gens lettrés dans les années 1930 et 1940, ce qui conférait au dirigeant qui sortait de la communauté un caractère exceptionnel qui, ensuite, ne pouvait pour ces mêmes raisons échapper à son destin. Cette exceptionnalité de la trajectoire de Tomás Pérez n'aurait été possible sans le soutien administratif de personnages-clés extérieurs à la communauté, d'abord les directeurs d'école, puis le gouverneur du Chiapas, qui l'ont aidé par des lettres officielles à franchir les portes du monde extérieur. L'introduction des politiques de Cárdenas a donc transformé en

profondeur le rôle des personnes formées à l'extérieur qui étaient ensuite obligées de rentrer. Cette extériorité a été fondamentale pour les caciques de la première génération puisqu'elle a permis la circulation de compétences entre deux modes d'expression et de communication, dont Tomás Arias Pérez a été l'un des premiers médiateurs. Il rassemblait les qualités requises à l'époque pour être un bon dirigeant : il parlait l'espagnol et le tsotsil, ce qui lui permettait de jouer le rôle d'intermédiaire entre l'intérieur et l'extérieur de la communauté. Puisqu'il était sorti de la communauté pour étudier dans l'un des internats indiens de l'époque, cela lui avait permis d'acquérir un savoir-faire et un important capital symbolique, qui lui conférait beaucoup de prestige, puisqu'il s'était initié aux modes de vie métis. En outre, le savoir-faire de Tomás et les codes qu'il maîtrisait au sein des communautés permettait à l'État de contenir les demandes de la base lorsque celles-ci dépassaient sa capacité de réponse. Dès cette époque, l'État, incarné par les institutions indigénistes alors naissantes et le Département autonome des affaires indiennes (DAAI), a commencé à être le tiers pacificateur auquel s'adressait tout président municipal indien en cas de tensions, notamment entre métis et indiens.

- 16 Le caciquisme « de première génération » était donc essentiellement fondé sur des compétences acquises par les politiques de « *castellanización* » et sur un savoir-faire qui consistait autant à trouver des alliés en dehors qu'à renforcer les liens au sein de la communauté. À travers l'exemple de Manuel Arias Sojob et de son neveu Tomás Arias Pérez, on voit que le premier lien clientéliste entre l'État et les communautés à Chenalhó impliquait une loyauté qui s'exprimait par la protection du pouvoir régional et qui passait surtout par la distribution des ressources étatiques, en échange d'un solide résultat électoral et du maintien d'une paix sociale. Le cacique était donc un dirigeant local lié aux patrons politiques d'un plus haut niveau (fédéré) qui maintenait son pouvoir en gagnant des ressources depuis le haut pour les communautés qu'il représentait³⁷. Toutefois, ces promoteurs d'éducation et les maîtres d'école bilingues fédérés et fédéraux de la première période indigéniste allaient bien vite monopoliser la direction politique de la municipalité, et même de la région.

De l'école à la mairie

- 17 Dans les années soixante, le recrutement plus systématique et rigoureux d'hommes lettrés, bilingues, devenant des intermédiaires privilégiés entre la communauté, la région et le pouvoir fédéral, a fait des maîtres d'école bilingues des « caciques culturels »³⁸. Par cette notion, Pineda reprend la définition classique du cacique comme intermédiaire incontournable entre la société et l'État, en soulignant toutefois la dimension culturelle de ce nouveau pouvoir qui est passé par les sphères éducative et indigéniste à la fois, créant une idéologie caractéristique de cette nouvelle classe illustre locale d'indiens. La dimension culturelle de ce caciquisme spécifique à la région des Hautes-Terres du Chiapas doit se comprendre dans la constitution d'une idéologie intimement liée à la symbiose entre le PRI, l'État et les caciques. Dans cette décennie, la participation des maîtres d'école bilingues à la structure politique formelle s'est manifestée ouvertement dans l'ensemble de la région des Hautes-Terres, notamment à Chenalhó, Chamula, Oxchuc et Tenejapa. Les maîtres d'école, en atteignant le poste de la présidence municipale, ont alors contrôlé l'ensemble de la municipalité. Ces caciques culturels, dont la position était consolidée grâce à l'appui de l'indigénisme officiel, ont pu exercer leur autorité de manière relativement libre jusque dans les années soixante-dix, au moment d'une bureaucratisation croissante du système éducatif et du surgissement des premières organisations paysannes et indiennes dissidentes à caractère ethnique. En 1971, peu avant le Congrès national indigène (*Congreso Nacional Indígena*, CNI) de 1974, le gouvernement de Luis Echeverría a créé la Direction générale d'éducation extra-

scolaire en milieu indigène (DGEEMI) qui a mis en place un système d'éducation bilingue et biculturelle où les langues maternelle et espagnole étaient enseignées ensemble. Il s'est agi d'un moment de modifications dans les critères des politiques indigénistes qui voulaient désormais « stimuler le changement des structures mentales pour contribuer à créer une conscience critique et analytique de la société nationale et indienne et pour impulser sa participation en son sein »³⁹. Cette volonté gouvernementale de favoriser la participation des communautés indiennes dans la planification, la programmation et l'application de tous les services requis, entraîna la professionnalisation des caciques dans plusieurs domaines et à différents niveaux, dans l'enseignement, l'administration, l'organisation de plans éducatifs, de développement, ce qui a fait croître les emplois entre 1973 et 1974. Le domaine de l'éducation est tout de même resté privilégié puisque l'action de la DGEEMI, devenue Direction générale d'éducation indigène (*Dirección General de Educación Indígena, DGEI*), a considérablement augmenté entre 1976 et 1982. Selon Pineda, Chenalhó a été à cette époque la municipalité de la région des Hautes-Terres à compter le plus de maîtres d'école devenus présidents municipaux, puisqu'elle est passée de 46 promoteurs en 1951 à 508 promoteurs en 1983, avec un saut fulgurant entre 1976 et 1980. Ces promoteurs et maîtres d'école des Hautes-Terres avaient trouvé un moyen d'ascension sociale, politique et économique stable, en devenant des fonctionnaires civils. Je dresserai le portrait de deux maîtres d'école bilingues de Chenalhó pour illustrer leur positionnement dans l'échiquier du jeu politique régional.

18 Antonio Pérez Hernandez incarne l'entrée en politique de ces maîtres d'école de seconde génération qui ont fait carrière au sein du parti officiel, tout en sachant utiliser les réseaux régionaux politiques à des fins personnelles. Il est devenu promoteur culturel bilingue de l'INI en 1961, puis président municipal à Chenalhó en 1968, sur « invitation » des autorités traditionnelles, avant d'être désigné Président du Conseil suprême tsotsil et délégué régional du PRI. Il a ensuite été Secrétaire de l'Action indigéniste de la Confédération nationale paysanne (CNC) et, après quelques années, directeur de l'internat indigène à Taki Uk'um, que l'on appelait alors « école de concentration », la plus importante de la zone avec seize maîtres d'école. C'est alors qu'il a été invité à occuper le poste de coordinateur de la Direction régionale d'éducation pour superviser les quatre zones scolaires. En 1984, il a été à nouveau « invité » par le gouvernement du Chiapas à travailler en tant que mandataire pour l'institution en charge des questions indiennes, le Sous-secrétariat des affaires indigènes (*Subsecretaría de Asuntos Indígenas, SubSAI*). Il y a exercé la fonction de chef du Département de bien-être social pour mener à bien des programmes de développement (de nutrition, de logements, d'installation de systèmes d'eau pour des communautés de moins de 200 habitants). Puis il a été délégué de participation communautaire au niveau régional, là encore pour des questions relatives à l'éducation, avant de préparer sa retraite en tant que superviseur scolaire à Comitán et devenir le directeur régional d'éducation indigène du Centre coordinateur tseltal-tsotsil à La Cabaña. Mais le gouvernement de l'État « l'a absorbé à nouveau », selon ses termes, et il a finalement été directeur d'une section du récent Ministère des affaires indigènes (*Secretaría de Asuntos Indígenas*). Entre temps, il a également été député local suppléant, puis « ils » l'ont invité encore par la suite à « participer à la politique » pour devenir député fédéral. Il a remporté les élections sous la bannière du PRI dans la région des Hautes-Terres et a été l'un des bras droits du gouverneur Julio Ruiz Ferro (1995-1998), directement impliqué dans le massacre d'Acteal du 22 décembre 1997. Mais plutôt que d'être jugé et condamné, la Commission Nationale des Droits de l'Homme a « recommandé » le départ de tout le cabinet alors en poste. C'est alors qu'il s'est installé comme notaire publique à Chamula grâce à son diplôme en droit, ces ultimes événements mettant fin à sa carrière politique et marquant sa reconversion vers le droit.

19 José Pérez Pérez illustre un autre type de cacique culturel à Chenalhó, accumulant

un patrimoine politique et économique par le biais du commerce, et dont le mode de vie métis contraste avec l'usage politique d'un discours sur la tradition. José Pérez Pérez était propriétaire de l'une des maisons qui donne sur la place centrale de Chenalhó et dont une partie a été aménagée en *tortillería*⁴⁰. D'abord promoteur d'éducation, il n'avait pourtant pas bénéficié du patrimoine social et économique de la famille Arias. Il vivait en plein centre de la municipalité et parlait bien l'espagnol car il côtoyait les *ladinos*. Pour cette raison, il a intégré rapidement un centre de santé après l'école primaire pour être assistant de traduction avec les patients, avant de devenir infirmier. En 1964, l'INI cherchait des jeunes avec un niveau de primaire car une centaine de places s'étaient ouvertes pour devenir promoteur culturel bilingue. Les autorités municipales l'ont amené à candidater, bien qu'il se sentait « incapable et ignorant ». Il a suivi une formation de 3 ans (1964-1967) à Tuxtla Gutiérrez et à Oaxaca, puis il a étudié au collège à Tuxtla et à l'école rurale normale jusqu'en 1969. À son retour dans la région, il a enseigné à Chamula et à San Cristóbal de Las Casas, au sein de projets de développement intégral, selon les préceptes de l'INI. Un professeur devenu député fédéral à Oaxaca et proche du gouverneur Manuel Velasco Suárez (1970-1976) en a fait son assistant. Parti à Tuxtla, il a enseigné le tsotsil à des étudiants au sein de formations techniques ingénieurs ou médecins, à l'Université autonome du Chiapas (UNACH), dans la section de langues. Il a rédigé la première grammaire tsotsil du pays et participé à un concours national où il a obtenu la troisième place, après deux autres inventions : une machine pour égrener le maïs et une autre à infrarouge pour tuer des mouches ! Il a poursuivi ses études supérieures à l'Institut fédéral de formation (*Instituto Federal de Capacitación*) à Tuxtla Gutiérrez et Oaxaca, dans un programme destiné aux maîtres d'écoles indiens pour des études de pédagogie générale. Il y étudiait un ou deux mois dans l'année pendant six ans. En deuxième ou troisième année, il a été nommé directeur technique d'un internat indigène, appelé aussi « auberge ». Il a encore intégré un programme spécial du Secrétariat de la Direction d'éducation indigène (*Secretaría de Dirección de Educación Indígena*) destiné à former les directeurs d'auberges scolaires à Tuxtla Gutiérrez. Il est devenu superviseur scolaire et son salaire a alors considérablement augmenté, avant de devenir conseiller et médiateur de conflits avec le professorat, ce qui en a fait un personnage loyal aux yeux des institutions indigénistes⁴¹.

20 Ses qualités de traducteur et de modérateur ont valu à José Pérez Pérez de devenir interprète de plusieurs gouverneurs de l'État du Chiapas. Il a d'abord été conseiller logistique pour la Zone indigène en 1989, sous le gouvernement de Patrocinio González Garrido (1988-1993) et accompagnait notamment la femme du gouverneur dans ses déplacements, parfois même en hélicoptère. Il en a été de même quand ce gouverneur a été nommé Ministre de l'Intérieur (*Secretario de Gobernación*) et qu'il a été remplacé par Elmar Setzer Marseille (1993-1994), alors que débutait le conflit au Chiapas. Il a également accompagné les gouverneurs suivants, Javier López Moreno (1994) et Julio César Ruiz Ferro (1995-1997). C'est en accompagnant l'épouse de González Garrido qu'elle lui proposa un jour de travailler à la télévision en tant que traducteur de la principale locutrice. Par la suite, une autre épouse de gouverneur lui a proposé d'établir un programme spécial pour accompagner quelques artisans chiapanèques dans d'autres États du pays, ce qu'il a fait de 1995 à 1997. Il a atteint l'âge de la retraite comme professeur en 1997 et s'est installé dans une maison à San Cristóbal, où il y a établi une *tortilleria* et en a fait de même à Chenalhó, dans la maison où je le rencontrai, abandonnée par un métis en 1994 suite au soulèvement zapatiste et qu'il avait rachetée. Hors d'atteinte après le massacre d'Acteal, il est devenu en 1998 une autorité agraire (*Comisariado de Bienes Comunales*) pendant six mois avant d'être Juge de Paix et de Conciliation (*Juez de Paz y Conciliación*) fin 1999, mais ses mauvaises relations avec le président municipal alors en poste, Antonio Pérez Arias, lui valurent d'être écarté. Le cumul de

ses mandats lui a permis d'être un maître d'école riche et puissant : en plus de ses deux maisons à San Cristóbal et à Chenalhó transformées toutes les deux en commerce et où il emploie plus d'une douzaine de jeunes, il possède un terrain avec vingt-cinq vaches. Ses relations publiques et ses relations intimes avec plusieurs gouverneurs lui ont conféré un certain prestige à Chenalhó, ce qui en fit un conseiller de tous les présidents municipaux. Il est ainsi un intermédiaire important entre le niveau municipal et le niveau régional de l'État du Chiapas, sans nécessairement occuper de fonction politique de président municipal. Il possède, comme Tomás Pérez Arias, des compétences linguistiques qui lui ont permis très tôt son ascension dans le milieu scolaire, et il est également maître d'école bilingue. Il a néanmoins connu un tournant dans sa vie, qui l'a écarté un tant soit peu des trajectoires habituelles des caciques culturels : on l'a sollicité pour ses compétences de traducteur et de modérateur au point qu'il a pu établir des relations intimes avec plusieurs gouverneurs de l'État du Chiapas, et avec leurs épouses respectives. Il a mené des allers et retours entre différents espaces politiques, ce qui l'a amené à exercer des responsabilités un peu différentes des autres caciques culturels. Plus que quiconque, José Pérez Pérez a maîtrisé deux univers entre lesquels il a su circuler, en s'appuyant sur les codes et les normes de ces deux mondes.

21 Ces trois portraits illustrent la manière dont les relations entre les maîtres d'école bilingues de Chenalhó et le pouvoir étatique se sont consolidés avec les politiques indigénistes, sur la base de relations de dépendance mutuelle avec la bureaucratie régionale. En tant qu'intermédiaires privilégiés entre la communauté et le pouvoir régional de l'État du Chiapas, ces maîtres d'école sont devenus des « caciques culturels » : d'abord formés par les politiques indigénistes, ils ont d'abord fait carrière dans le milieu éducatif au niveau municipal ou régional, et déployé ensuite des fonctions institutionnelles, avant d'occuper les postes politiques municipaux en lien direct avec le pouvoir régional. L'un des points communs entre ces caciques à Chenalhó réside dans l'accumulation d'un savoir-faire qui les a placés en situation de conseillers sur plusieurs décennies que consultaient régulièrement les présidents municipaux entrants. Ainsi, ils ne se sont pas exclusivement appuyés sur le vote et la présidence municipale, qui n'étaient finalement qu'une expression de liens politiques construits en aval et en amont des élections. Par leur capacité à déployer plusieurs positions en politique *via* le système éducatif et culturel, de l'école à la mairie, en passant par un plateau de télévision ou comme traducteur, ces caciques se sont imposés à Chenalhó en tant qu'élite indienne cultivée au milieu d'une population largement analphabète, en tant qu'intermédiaires incontournables pour les affaires politiques municipales et régionales. C'est ainsi que s'est consolidée une hégémonie culturelle, durable et pérenne du PRI, malgré les zones d'ombre et l'implication plus ou moins directe de certains de ces caciques dans le massacre d'Acteal de 1997.

Le PRI c'est la tradition : caciquisme, indigénisme et hégémonie culturelle

22 Ceux qui n'étaient encore que de jeunes secrétaires sous le cardénisme étaient dans les années 1970 des anciens qui imposaient des dépenses élevées aux jeunes qui, de leur côté, se montraient de plus en plus habiles et dynamiques dans les affaires commerciales, menaçant alors le pouvoir économique et politique des anciens. Rapidement, les caciques culturels établis et les jeunes maîtres d'école, davantage reliés aux pouvoirs régionaux que leurs prédécesseurs, se disputaient âprement la mairie municipale lors des élections. Les anciens secrétaires avaient acquis de la force au sein du PRI et du prestige dans la communauté, et jouaient un rôle décisif dans le contrôle, voire la répression, de tout secteur favorable à un changement social et politique local. D'un côté, les jeunes comme Antonio Pérez

Hernández étaient considérés par les anciens comme une menace pour la communauté et pour les coutumes⁴². De l'autre, pour atteindre les postes municipaux, ces jeunes, sont devenus les défenseurs des traditions, et les plus ambitieux d'entre eux occupaient des charges traditionnelles. C'est ainsi qu'à travers ces caciques culturels, le PRI est devenu le garant de la tradition, de la coutume et de l'unité communautaire, réinventées par ces jeunes caciques culturels.

23 Rus a nommé « la subversion du gouvernement indien » ce procédé par lequel les caciques culturels des années 1970 ont utilisé politiquement l'« indianité » pour obtenir des postes politiques ou administratifs dans les structures gouvernementales afin de maintenir leur influence à des fins personnelles. Par subversion, Rus a insisté sur le contraste de cet usage politique de la tradition avec l'adoption d'un mode de vie métis, où la plupart des caciques s'imposèrent en une élite indienne privilégiée parmi les sociétés indiennes locales tout en participant des processus d'acculturation. Cet usage politique de la tradition a été encouragé et manipulé par les autorités éducatives indigénistes au niveau national pendant toute la deuxième moitié du 20^e siècle. Cette tradition réinventée par les jeunes caciques est entrée en concurrence avec celle de la religion « traditionaliste » des premiers caciques qui s'est déployée dans plusieurs régions du Chiapas.

24 Durant les années 1970, les maîtres d'école bilingue avaient non seulement gagné en prestige mais s'étaient aussi enrichis par le biais des institutions et du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), ce qui a eu pour effet d'accroître les premières différenciations sociales au sein des communautés. Cette décennie a représenté le moment où la sélection pour devenir promoteur d'éducation est devenue plus rigoureuse, exigeant plus de conditions académiques dans les formes de recrutement que lors de la première période (1951-1970). Le recrutement de la Direction générale d'éducation indigène (DGEI) se faisait aussi et surtout par la vente et l'achat de certaines places par certains dirigeants « illustres » qui contrôlaient les services éducatifs de la région en échange de loyautés politiques ou par le système de faveurs entre amis et parents du cercle restreint des dirigeants. C'est ainsi que des hommes sachant à peine lire et écrire ont pu remplir des fonctions d'enseignement, de présidence municipale, voire de direction⁴³. La création du Centre de formation enseignant du Chiapas (*Centro de Formación Magisterial de Chiapas*, CEFOMACH) en 1971, reconnu par la SEP en charge de la formation des promoteurs et des maîtres, a donc interrogé ses qualités académiques, en plus d'être entaché de soupçons de corruption. Des faveurs et des pots-de-vin s'étaient échangés contre des influences politiques : par exemple, l'instauration de statistiques scolaires (portant notamment sur la présence) a révélé de nombreuses absences alors que les postes des professeurs étaient conservés. Ainsi, si le personnel d'enseignement avait fortement augmenté, cela n'avait pas pour autant entraîné une amélioration qualitative de l'enseignement. Au contraire, le caractère formel des contenus éducatifs s'était accru ainsi que la hausse d'une bureaucratisation augmentant le système de faveurs.

25 Selon Pineda, la perspective intégrale a diminué entre 1971 et 1985 et les maîtres d'école bilingues ont été circonscrits au champ de l'enseignement purement scolaire, contrairement à la première période où ils étaient de réels promoteurs de développement dans la communauté. Au fur et à mesure que les structures bureaucratiques de la SEP et de l'INI prenaient de l'ampleur, la médiocrité de la formation des professeurs s'est accompagnée d'une dévalorisation des besoins réels au profit d'un gonflement des intermédiaires, des promoteurs et des maîtres d'école. Une fois présidents municipaux, ils utilisaient ces biais pour asseoir ou conserver un contrôle politique dans une zone où la conflictualité agraire n'offrait pas d'alternative au développement envisagé dans la période postrévolutionnaire. La bureaucratisation croissante a joué ici un rôle important car elle a favorisé la multiplication de dirigeants dans les municipalités, les principaux caciques élargissant leur pouvoir en s'appuyant sur des réseaux de loyauté des factions locales

devenues à la fois des clients substantiels et des concurrents. Les caciques culturels ont ainsi généré de « véritables répliques » d'eux-mêmes⁴⁴, amassant suffisamment de richesses pour entretenir leur nouvelle clientèle.

Conclusion

26 L'étude de trois générations de caciques à Chenalhó permet de comprendre l'efficacité des mécanismes de l'État mexicain pour se reproduire par le biais d'un caciquisme fondé sur un grand partage entre indiens et non indiens, qui place au centre de ce dispositif les figures intermédiaires des maîtres d'écoles bilingues. En milieu rural et indien, le mode de gouvernement a donc pu se construire de manière indirecte, par le biais d'une élite indienne participant à la mexicanisation des populations indiennes par l'acculturation. Les premières politiques indigénistes avaient officiellement pour objectif d'intégrer, de manière non-coercitive, les populations indiennes « arriérées » à la modernité, « pour que les communautés puissent être libérées de la stagnation de la tradition afin de rejoindre le concert de la vie nationale »⁴⁵. L'État a donc été responsable de reproduire l'identité indienne alors que, paradoxalement, il prétendait à sa disparition en pratiquant des politiques différentielles entre indiens et non indiens. Ces politiques, sous l'égide du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), ont instauré une hégémonie durable qui s'est négociée autour de cette nouvelle relation entre l'État et les communautés indiennes. L'indigénisme d'État a eu un impact au niveau des programmes scolaires, de la promotion d'intermédiaires culturels (les instituteurs, les promoteurs, le personnel technique et dirigeants indiens) qui sont devenus des interlocuteurs privilégiés pour le gouvernement national. Le début de la mainmise de l'État sur les communautés indiennes a donc été possible par l'intermédiaire de ces nouveaux dirigeants qu'étaient d'abord les secrétaires municipaux puis les maîtres d'école bilingues à l'intérieur des communautés, convertis en « caciques culturels » dans la région des Hautes-Terres du Chiapas. C'est dire à quel point le terme de « cacique » recouvre des rôles, attributs et fonctions qu'il est nécessaire de distinguer selon les périodes et contextes.

27 Bien que le même modèle politique ait été appliqué à toute la région des Hautes-Terres, la constitution d'une hégémonie durable du PRI à Chenalhó s'est appuyée sur quatre vecteurs essentiels qui ont fait la spécificité du caciquisme dans cette municipalité : l'éducation, la bureaucratisation des systèmes éducatif et politique, l'institutionnalisation de la tradition et la négociation avec les gouverneurs. À Chenalhó, comme dans toute la région, les maîtres d'école bilingues formés par les politiques indigénistes et éducatives se sont appuyés sur une double culture, indienne et métisse à la fois, pour établir un lien intime à l'État. Mais, paradoxalement, l'éloignement géographique de Chenalhó par rapport à la ville coloniale de San Cristóbal de Las Casas a impliqué une plus grande bureaucratisation que dans la municipalité voisine de Chamula, sans pour autant signifier la fin des actions personalistes, arbitraires et souvent informelles des caciques. Ensuite, il n'y a pas eu de double Conseil municipal aussi structuré qu'à Chamula, ce qui tend à reconsidérer l'idée selon laquelle un « système des charges » construit sur l'alternance rigide des postes religieux et civils aurait eu lieu. Cela ne signifie pas que les nouveaux caciques du PRI à Chenalhó n'aient pas essayé d'altérer les formes d'organisation autonomes de la municipalité, ni qu'ils n'aient pas construit un système politico-religieux moins fermé ou moins autoritaire qu'à Chamula. C'est davantage par ce lien clientéliste et parfois intime entre les caciques locaux, les fonctionnaires régionaux et les membres du Comité municipal et régional du PRI, notamment avec les gouverneurs chiapanèques de plusieurs générations, que le caciquisme de Chenalhó se distingue de ses voisins.

28 À Chenalhó, en une génération, les chefs politiques au patrimoine social et économique sont devenus les premiers promoteurs d'éducation et de développement intégral issus des premières politiques indigénistes. Devenus des maîtres d'école bilingues à part entière, ils ont progressivement cédé la place à la figure des « caciques culturels » monopolisant les postes politiques et verrouillant le système politique et religieux local et régional. Dans les années 1930, les relations clientélistes étaient des échanges de bons procédés entre les caciques et les communautés, sur un système de don et contre-don où des garanties sociales de protection étaient dispensées en contrepartie de loyauté et de solidarité. Sous le cardénisme, des maîtres d'école bilingue ont acquis un rôle d'agent de modernisation destinés à établir des liens entre le centre et la périphérie pour les services délivrés par l'État et la mobilisation du vote citoyen à travers des réseaux de fonctionnaires bureaucratiques et politiques. Quant au caciquisme des années 1950 et 1960, il est généralement analysé comme une période de paix pour mettre en avant le charisme des chefs en tant qu'intermédiaires politiques, capables de résoudre les conflits et d'apporter la modernité dans les communautés. Les années 1970 ont été un autre tournant majeur pour les populations indiennes du Mexique puisque l'État a propulsé sur le devant de la scène politique en milieu rural et indien une élite de professionnels indiens, qui a remis en question les bases de l'orientation intégrationniste. L'exemple de Chenalhó illustre donc ce passage en trois générations, d'un caciquisme fondé sur une relation de réciprocité qui suppose un échange mutuellement bénéfique à une relation asymétrique « entre inégaux et non entre égaux comme dans la relation d'amitié »⁴⁶ qui orienta plus encore le caciquisme de Chenalhó vers un pouvoir arbitraire et autoritaire.

Notes

1 Le Bot, Yvon, *Violence de la modernité en Amérique Latine : Indianité, société et pouvoir*, Paris, Karthala, 2000, p. 17.

2 L'influence de l'anthropologue et archéologue Manuel Gamio est ici décisive puisqu'il est considéré comme l'un des pionniers de l'anthropologie mexicaine. Élève de Franz Boas, directeur de l'École Internationale d'Anthropologie et d'Ethnologie Américaine puis de l'Institut Indigéniste Interaméricain, il contribua à l'institutionnalisation de la question indienne à travers les politiques indigénistes. Dans son ouvrage *Forjando Patria* (1916), il prétendait convertir l'importante minorité indienne, qu'il qualifiait d'« étrangère dans sa propre patrie ». Influencé par l'archéologie et le positivisme comtien, il développa des analyses en termes de culture, non sans un point de vue très figé. Il posa malgré tout les jalons d'une anthropologie sociale active dans l'intégration des groupes indiens dans la communauté nationale, surtout à partir des *Consideraciones sobre el problema indígena* (1948). C'est de lui que part l'idée d'une recherche anthropologique intégrale, graduelle et éducative, qui doit partir d'une connaissance basique d'une population indienne formant en quelque sorte la matière première avec laquelle et pour laquelle on gouverne.

3 Bonfil Batalla, Guillermo, *El México Profundo, una civilización negada*, México, Editorial Grijalbo, 1987. Voir aussi Watanabe, John M., et Edward F. Fischer (dir.), *Pluralizing Ethnography : Comparison and Representation in Maya Cultures, Histories, and Identities*, U.S.A., School of American Research Press, 2004 ; López Caballero, Paula et Christophe Giudicelli (dir.), *Régimes nationaux d'altérité. États-nations et altérités autochtones en Amérique latine, 1810-1950*, PUR/IdA, 2016.

4 Suivant l'historien Juan Pedro Viqueira, la région des Hautes-Terres du Chiapas se trouve sur le Plateau du Massif central et inclut 17 municipalités intégrant la ville coloniale de San Cristóbal de Las Casas et ses alentours. Voir Viqueira, Juan Pedro, « Chronotopologie d'une région rebelle : la construction historique des espaces sociaux dans l'"alcaldía mayor" du Chiapas (1520-1720) », chapitre 4, Thèse de doctorat en ethnologie, Paris, EHESS, 1997.

5 Cet article est issu de la première partie de ma thèse de doctorat en anthropologie sociale et ethnologie qui s'intitule *Caciquismes, résistances, violences. Les Pedranos et l'Etat mexicain dans le Chiapas post-révolutionnaire (1930-2010)*, soutenue à l'EHESS en novembre 2014. Les Pedranos désignent les habitants de San Pedro Chenalhó en référence au saint patron. Les habitants sont en majorité des indiens parlant le tsotsil ou le bats'i k'op (la « langue véritable »).

6 Je reprends ici la définition gramscienne de l'hégémonie qui est la domination d'une classe créant un équilibre entre le consentement et la force. Cet article met surtout l'accent sur le premier aspect, produit par les caciques grâce à l'usage de la tradition et le recours aux voies institutionnelles indigénistes, développementistes et éducatives.

7 Lomnitz-Adler, Claudio, *Exits from the Labyrinth. Culture and Ideology in the Mexican National Space*, Berkeley-Los Angeles-Oxford, University of California Press, 1992. L'auteur analyse les dynamiques de pénétration d'un espace national diversifié au sein de deux États fédérés (qu'il appelle « régions »), la Huasteca Potosina et le Morelos. Il désigne par « culture intime » la manière dont un groupe social, relevant de la classe et/ou de l'ethnie, noue des relations sociales avec l'État et produit une idéologie de légitimation et une différenciation statutaire locale qui s'inscrivent dans des variations régionales de l'État.

8 Friedrich, Paul, *The Princes of Naranja: An Essay in Anthrohistorical Method*, Austin, University of Texas Press, 1986; Lomnitz-Adler, Claudio, *Exits from the Labyrinth: Culture and Ideology in the Mexican National Space*, Berkeley, University of California Press, 1992; Joseph, Gilbert, et Daniel Nugent, *Aspectos cotidianos de la formación del Estado: la revolución y la negociación del mando en el México moderno*, Mexico, Ediciones Era, 2002 [Joseph, Gilbert M., *Everyday Forms of State Formation: Revolution and the Negotiation of Rule in Modern Mexico*, Durham, Duke University Press, 1996]; Knight, Alan, et Pansters, Wil G., *Caciquismo in the Twentieth Century México*, London: Institute for the Study of the Americas, 2005; Rubin, Jeffrey W., « Decentering the Regime: Culture and Regional Politics in Mexico », *Latin American Research Review*, 1996, vol. 31, 3, p. 85-126; Laurent Corbeil, « El Instituto Nacional Indigenista en el municipio de Oxchuc, 1951-1971 », *Revista LiminaR. Estudios Sociales y Humanísticos*, janvier-juin 2013, année II, vol. XI, México, p. 57-72.

9 Dans les années 1990, Chenalhó a été marquée par le soulèvement zapatiste et le massacre d'Acteal qui a fait la mort de 45 tsotsil, essentiellement des femmes et des enfants, appartenant à l'organisation pacifique « Les Abeilles ». Pour une meilleure compréhension des transformations politiques des années 1990 à Chenalhó liées à la révolte zapatiste et aux violences politiques qui ont suivi, voir Melenotte, Sabrina, « Écrire sur un massacre : Acteal 1997-2008 (Mexique). Enjeux d'écriture, enjeux d'interprétations », *Cultures & Conflits*, « Ethnographies de la violence », 2016, n° 103-104 (automne-hiver), p. 165-183.

10 Acevedo Rodrigo, Ariadna, « Incorporar al indio. Raza y retraso en el libro de la Casa del Estudiante Indígena », in Daniela Gleizer et Paula López Caballero (dir.), *Nación y alteridad. Mestizos, indígenas y extranjeros en el proceso de formación nacional*, México, UAM-Cuajimalpa/Ediciones EyC, 2015, p. 165-196.

11 Pineda, Luz Oliva, « Maestros bilingües, burocracia y poder político en Los Altos de Chiapas », in Juan Pedro Viqueira et Mario Humberto Ruz (dir.), *Chiapas : los rumbos de otra historia*, México, UNAM/CIESAS/CEMCA/Universidad de Guadalajara, 1995, p. 279-300 ; Pineda, Luz Oliva, *Caciques culturales : el caso de los maestros bilingües en los Altos de Chiapas*, Puebla, Altres Costa-Amic, 1993.

12 Knight, Alan, « Caciquismo in the Twentieth Century México » in Alan Knight et Wil Pansters (dir.), *Caciquismo in Twentieth Century*, London: Institute for the Study of the Americas, 2005, p. 1-50.

13 Abélès, Marc, *Le lieu du politique*, Nanterre, Publications de la Société d'ethnologie, 1983.

14 Briquet, Jean-Louis et Frédéric Sawicki, *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF, 1998.

15 Le Parti national révolutionnaire (Partido Nacional Revolucionario, PNR) a été fondé par le Général Plutarco Elías Calles en 1929 et marque le déclin puissant des caudillos révolutionnaires. Il est devenu le Parti de la révolution mexicaine (Partido de la Revolución Mexicana, PRM) en 1938 puis le Parti révolutionnaire institutionnel (Partido Revolucionario Institucional, PRI) en 1946.

16 D'aucuns situent cette séparation entre le traitement de la question indienne et celle paysanne et agraire dès la fin du Porfiriato, mais plus directement encore après la Révolution. Voir Condo, David, *La démocratie mexicaine en terres indiennes*, Paris, Karthala, 2009, p. 88-89. Concernant les questions agraires dans le Chiapas postrévolutionnaire, voir Reyes Ramos, María Eugenia, *Conflicto agrario en Chiapas : 1934-1964*, San Cristóbal de Las Casas : Gobierno del Estado de Chiapas, 2002.

17 Giraud, Laura et Juan Martín Sánchez (dir.), *La ambivalente historia del indigenismo. Campo interamericano y trayectorias nacionales (1940-1970)*, Lima, IEP, 2011 ; voir aussi le dossier « Forjando un México nuevo. Revolución, nación y cultura en el México posrevolucionario/Forging a New México. Revolution, Nation and Culture in Postrevolutionary Mexico », *Anuario de Estudios Americanos*, juillet-décembre 2010, vol. 67, n° 2.

18 Medina Hernández, Andrés, « La cuestión étnica en México : una reconsideración histórica », *Boletín de Antropología Americana*, 1987, n° 16, p. 5-16.

19 Il faudrait nuancer ce propos et renvoyer également au travail scientifique et éducatif des

linguistes protestants américains à partir de l'Institut linguistique d'été au Mexique, sous l'impulsion de William Townsend.

20 Recondo, David, *La Política Del Gatopardo : Multiculturalismo y Democracia en Oaxaca*, Oaxaca, CIESAS, 2007, p. 87 ; López Caballero, Paula, "Las políticas indigenistas y la 'fábrica' de su sujeto de intervención en la creación del primer Centro Coordinador del Instituto Nacional Indigenista (1948-1952)", in Daniela Gleizer et Paula López Caballero (dir.), *Nación y alteridad. Mestizos, indígenas y extranjeros en el proceso de formación nacional*, México, UAM-Cuajimalpa/Ediciones EyC, 2015, p. 69-108.

21 Rus, Jan, « La comunidad revolucionaria institucional : la subversión del gobierno indígena en Los Altos de Chiapas, 1936-1968 », in Juan Pedro Viqueira et Mario Humberto Ruz, *Chiapas : los rumbos de otra historia*, México, UNAM/CIESAS/CEMCA/Universidad de Guadalajara, 1995, p. 251-277.

22 Le peón est un travailleur agricole travaillant dans les fincas et rattaché économiquement au propriétaire par un système de taxes et de dettes héritées de père en fils, forçant les paysans indiens de la région des Hautes-Terres à travailler loin de leur communauté d'origine.

23 Historiquement, la région des Hautes-Terres est divisée en deux groupes ethniques : les ladinos (métis) et les indiens. Une hostilité historique s'est développée entre ces deux groupes qui a façonné leur imaginaire respectif.

24 Rus, Jan, *La comunidad revolucionaria...*, 1995, p. 260.

25 Rus précise tout de même que l'action d'Urbina dans la région des Hautes-Terres s'est transformée à partir de 1940, lorsque Urbina n'est plus intervenu dans les questions quotidiennes du DPI et qu'il est devenu député local des Hautes-Terres Centrales dans la législature chiapanèque (1940-1942), la réforme agraire s'étant enlisée et la volonté initiale du STI de préparer les indigènes à ce qu'ils aient leur propre mouvement travailleur s'est transformée pour que les travailleurs indigènes se dirigent peu à peu vers les basses terres. Au milieu de l'année 1942, la protection minimale des indigènes a totalement disparu lorsque les terres des propriétaires allemands (soient deux tiers des fincas de la région) ont été réquisitionnées et mises aux mains d'une tutelle de l'État (le fideicomiso).

26 La religion dite « traditionaliste » s'est déployée dans plusieurs régions tsotsil et tseltal dès le 19^{ème} siècle en raison de la difficile évangélisation des indiens par l'Église catholique, ce qui leur a conféré une grande autonomie pour pratiquer leurs propres cultes, loin de l'orthodoxie catholique. Voir Ortiz Herrera, María del Rocío, « Pueblos indios, Iglesia católica y élites políticas en Chiapas (1824-1901). Una perspectiva comparada », *Maestría en Historia*, Michoacán, El Colegio de Michoacán/Centro de Estudios Históricos, 2001. On retrouve aujourd'hui encore les cultes aux nombreux saints, ou les vénération dans des lieux sacrés comme les montagnes, les rivières, les grottes, etc.

27 Rus, Jan, *La comunidad revolucionaria...*, 1995, p. 261.

28 Cet institut, composé essentiellement d'anthropologues et de techniciens, a élaboré un système d'action, au sens positiviste du terme et inspiré de Comte, en quête d'une patrie authentique et bien définie qui reste à « forger », selon l'expression de Gamio, toujours dans l'objectif de se protéger des effets impérialistes.

29 Quatre Centres ont été créés à cette période, le premier en 1951 au Chiapas, le suivant en 1952 dans le Chiuhua, puis un autre dans le Michoacán et enfin un dernier dans le Tlaxiaco en 1954. Au Chiapas, la région des Hautes-Terres a été particulièrement marquée par ce tournant en raison de l'insertion de ces politiques indigénistes au cœur de la région, à l'inverse de régions plus éloignées de la ville coloniale et peu peuplées, comme la forêt lacandone, ou les régions de Las Cañadas ou de la frontière.

30 Aguirre Beltrán, Gonzalo, *El proceso de aculturación*, México, UNAM, 1957, p. 193.

31 Aguirre Beltrán, Gonzalo, « Teoría de los Centros Coordinadores », *Ciencias Sociales*, 1955, vol. 6, n° 32, p. 66-77.

32 Aguirre Beltrán, Gonzalo, *El proceso de aculturación...*, p. 195.

33 Guiteras Holmes, Calixta, *Los peligros del alma. Visión del mundo de un tzotzil*, México D.F., CFE, 1965.

34 Rus, Jan et Robert Wasserstrom, « Civil-Religious Hierarchies in Central Chiapas », *American Ethnologist* 1980, vol. 7, p. 466-478.

35 Abélès, Marc, *Jours tranquilles en 89 : ethnologie politique d'un département français*, Paris, Odile Jacob, 1989.

36 Aguirre Beltrán, Gonzalo, *El proceso de aculturación*, UNAM, 1957, p. 143.

37 La Peña, Guillermo de, « Poder local, poder regional : perspectivas socio-antropológicas », in Jorge Padua et Alain Vannep (dir.), *Poder local, poder regional*, México, CEMCA/COLMEX, 1988, p. 27-56.

38 Pineda, Luz Oliva, « Maestros bilingües, burocracia... », 1995 ; Pineda, Luz Oliva, *Caciques*

culturales..., 1993

39 Pineda, Luz Oliva, Maestros bilingües..., 1995, p. 287.

40 Lieu de production et magasin de galettes de maïs.

41 La trajectoire de José Pérez Pérez a basculé dans les années 1970, en pleine période de transformation des règles du jeu national et du rôle de l'éducation, où certains instituteurs pouvaient s'opposer à la direction corporatiste « officielle », le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE). Pour le cas emblématique de Oaxaca, voir les travaux de Dillingham, Alan Shane, « Indigenismo Occupied : Indigenous Youth and Mexico's Democratic Opening (1968–1975) Democratic Opening (1968–1975) », *The Americas*, 2015, vol. 72, n° 4, p. 549-582 ; Métais, Julie, « Du syndicat au village, du Zócalo à la Sierra », in Héléne Combes, David Garibay et Camille Goirand, *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de New-York à Sanaa*, Paris, Karthala, 2015. Chenalhó semble n'avoir eu aucune forme d'opposition de ce type, le caciquisme ayant signifié pendant longtemps une loyauté incontestable à cette frange officielle de l'éducation, hormis au sein du zapatisme qui, dans la municipalité autonome zapatiste, a créé dans les années 1990 et 2000 des promoteurs d'éducation « indépendants » des syndicats.

42 Rus, Jan, *La comunidad revolucionaria...*, 1995, p. 293-300.

43 Pineda, Luz Oliva, *Maestros bilingües...*, 1995, p. 288.

44 Recondo, David, *La démocratie mexicaine et terres indiennes*, Paris, Karthala, 2009, p. 53.

45 Instituto Nacional Indigenista, *Que es el I.N.I. ?*, México, INI, 1955 ; Instituto Nacional Indigenista, *Seis años de acción indigenista, 1970-1976*, México, INI, 1976.

46 Médard, Jean-François, « Le rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique », *Revue française de science politique*, 1976, vol. 26, n° 1, p. 103-31.

Pour citer cet article

Référence électronique

Sabrina Melenotte, « « Forger la patrie » dans la région des Hautes-Terres du Chiapas (1930-1970) : Caciquisme, indigénisme et hégémonie culturelle », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Débats, mis en ligne le 16 février 2018, consulté le 17 février 2018. URL : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/71868>

Auteur

Sabrina Melenotte
LAIOS/IIAC
sabinam@ehess.fr

Droits d'auteur



Nuevo mundo mundos nuevos est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.